

# RELIGION REVOLTE ET COMMUNAUTE

“Je me disais l'intégration totale, c'est impossible, oublier ma culture, manger du porc, je ne peux pas. Eux, ils n'avaient jamais vu dans leur classe un Arabe, comme ils disent -franchement tu es le seul Arabe- et, quand ils m'ont connu, ils m'ont dit : “Tu es l'exception”. Eux, ils avaient plus de facilité entre eux, à discuter... Ma fierté elle descendait, ma personnalité il fallait que je la mette de côté.”

Khaled Kelkal, entretien avec Kelkal, Le Monde'

En 1995 suite à une série d'attentats, l'Etat français utilisait pour la première fois à grande échelle (en particulier en impliquant visiblement l'armée) le plan Vigipirate.<sup>2</sup> Juste avant le journal de 20 heures le nouvel ennemi public numéro un, Khaled Kelkal était exécuté. Derrière la figure de l'islamiste qu'on nous donnait en pâture, c'est celle du musulman qui devenait une menace. Le plan Vigipirate est toujours en place. Un état d'exception qui tend à devenir la norme, qui l'est déjà à Dammarie-les-Lys par exemple<sup>3</sup>, et qui fut le prologue des lois de sécurité quotidienne, ou de sécurité intérieure.<sup>4</sup>

.....

La première apparition de l'islam sur la scène médiatique française remonte à 1982, lors de la grève des OS de l'usine Citroën d'Aulnay. Cette grève marque un tournant car à coté des revendications portant sur les salaires et les conditions de travail, les grévistes réclament l'aménagement de lieux de culte à l'intérieur de l'usine. Sans équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier français, cette conjonction est immédiatement comprise par les forces politiques et syndicales qui travaillent à l'intégration ouvrière comme une anomalie, une régression ou même une ingérence étrangère (au dire du premier ministre d'alors). Même si la CGT saisira l'opportunité de s'implanter, dans une usine ou seul le syndicat maison (CSL) était présent en s'alignant sur les revendications des grévistes (elle gagnera un mois plus tard les élections professionnelles), aucune ne perçoit cette émergence du religieux au coeur de luttes ouvrières comme un aspect de la modernité ayant ses racines dans les contradictions de la société française.

.....

Les hommes utilisent pour se représenter et comprendre le monde les idéologies disponibles. Elles se présentent d'abord comme un fait de nature. Ce n'est que plus tard, lorsque leurs insuffisances, leurs contradictions apparaissent dans la pratique, qu'elles sont critiquées, dépassées et finalement comprises comme idéologies. Comme inversion de la réalité.

L'émergence de l'islam dans la culture ouvrière au début des années 80 n'est pas l'indice d'un retour au passé. Elle traduit l'incapacité nouvelle des idéologies sociales-démocrates aussi bien à définir une identité ouvrière qu'à rendre compte des luttes de l'époque.

Serge Bricianer dans ses *Notes sur l'islam* définit les deux grandes chances de l'islam : premièrement de

n'avoir pas « eu à affronter une bourgeoisie vigoureuse, agressive et cultivée » et deuxièmement « d'avoir eu son cadre socio-historique gelé autant que faire se pouvait par des puissances coloniales soucieuses de ne pas déstabiliser par trop les populations assujetties ».<sup>5</sup>

On remarquera que ces luttes sont menées par des ouvriers déracinés, sans possibilité de se rattacher à une culture prolétarienne ou nationale. Il n'est pas étonnant que la dimension universaliste de la religion (et l'égalitarisme de l'islam en particulier) rencontre un écho chez certains d'entre eux.

L'idée de Dieu n'est pas première, ce qui importe c'est d'investir des règles toutes faites de vie en commun. Elle s'impose en dernier ressort comme unification de ce qui reste séparé. La vieille critique anticléricale, qui ne voit qu'elle, reste impuissante puisqu'elle ne la relie pas à la situation concrète à laquelle elle répond. Puisqu'elle prend l'effet pour la cause. Aujourd'hui chaque groupe social peut développer une pratique religieuse qui lui est propre. Ceux qui vivent dans les conditions les plus précaires mettront au coeur de cette pratique la sociabilité quand d'autres y rechercheront un supplément d'âme. Il n'y a plus de transcendance qui permette de dépasser les antagonismes de classe ; chaque groupe social définit selon ses intérêts la pratique religieuse qui lui convient.

Les rituels suffisent et doivent s'adapter à la production des marchandises. A l'époque où la revendication d'un lieu de culte sur le lieu de travail se généralisait en Europe elle était inconnue dans les pays du Maghreb. En 1991 le numéro deux du FIS fixait l'objectif de : “faire du désert une nouvelle Californie”. On voit là que les limites de l'influence religieuse sont entièrement circonscrites par les impératifs de la production marchande. La pratique religieuse ne s'oppose pas au salariat ou à la circulation des marchandises. Elle les accompagne.

.....

La prise du pouvoir en Iran par Khomeiny avait modifié la perception que se faisaient de l'islam les français, pratiquants ou non-pratiquants. Pour une partie des musulmans, les OS de l'industrie automobile par exemple, le renversement du régime du Sha pouvait représenter à la fois une victoire, une vengeance et un espoir. L'identification au parti vainqueur permettait l'amalgame entre religion et lutte de classe. Du point de vue du citoyen, du laïc, de celui qui s'identifie aux intérêts de l'Etat, l'islam

1 Kelkal, présenté comme le chef de la cellule du GIA qui aurait commis les attentats en France en 1995 (RER St-Michel, etc). Entretien réalisé par un sociologue, D. Loch, publié dans Le Monde du 7 octobre 1995.

2 Le plan Vigipirate a été créé en 1978. Utilisé pour la première fois au moment de la première guerre du Golf en 1991, il sera réactivé à plusieurs reprises notamment pendant la coupe du monde de foot en 1998.

3: Extraits de Vacarme N°21, Automne 2002 qui présente ainsi son dossier : « Deux émeutes en quatre ans (1993 et 1997), deux morts en deux jours (21 et 23 mai 2002) : à nouveau confrontées aux violences policières, les cités de Dammarie-les-Lys refusent à la fois la clôture de l'enquête et la bataille rangée. Lundi 24 juin (2002) vers 6 heures du matin, 200 policiers encerclent la barre du Bas-Moulin (CRS, officiers de police judiciaire et tireurs d'élite du RAID, postés sur le toit du supermarché, en face). Ils procèdent à trois opérations. Un gigantesque ravalement de la façade, d'abord, le premier depuis son édification : les banderoles sont retirées, les tags nettoyés. Un vaste contrôle d'identité des résidents de la barre, ensuite (...): deux étrangers en situation irrégulière sont interpellés ; la police rassemble 385 g de haschisch. Enfin, la fouille sans ménagement du local de Bouge qui Bouge : cet ancien local à vélos est mis à sac.

Le 10 juillet dans une émission politique sur France 2, Nicolas Sarkozy déclarera que les « forces de l'ordre doivent reconquérir le terrain qui a été abandonné. Prenons un exemple. Il y a une cité, à Dammarie-les-Lys, où la police et la gendarmerie n'avaient plus le droit de cité, justement. On y avait peur depuis des années. Le GIR de Seine-et-Mame y a été, il y a quelques jours. Ça a été décevant sur le plan pénal. Mais pour ceux qui y habitent, et l'immense majorité sont des gens honnêtes qui ne demandent qu'une seule chose, c'est vivre tranquillement. Tout d'un coup ils se sont dits, on n'est plus abandonnés. » ». C'est nous qui soulignons.

4 : Loi diversifiant et durcissant l'appareil répressif de l'Etat, avec par exemple une peine de prison ferme pour fraude répétée dans les transports en commun, possibilité de fouille des voitures, etc.

5 : cf oiseau-tempête été 2005.

représentait une double menace : expression d'un nouveau rapport de force avec les anciens pays colonisés et idéologie de la révolte d'une partie des laissés-pour-compte des zones développées.

Des exemples historiques le démontreront suffisamment, que ce soit en Iran durant la révolution ou en Algérie à partir de 88, les groupes islamistes, s'ils savent utiliser une phraséologie de la révolte, n'en sont ni les précurseurs ni son soutien. Bien au contraire, leur rôle est toujours de l'encadrer et de l'étouffer. En Iran, la prise du pouvoir par Khomeiny et sa clique sonna la fin du mouvement de révolte populaire. Le 7 mai 1979 ce même Khomeiny déclara que "ceux qui incitent les ouvriers à continuer la grève sont coupables de trahison, plus que les assassins de l'ancien régime.", et en écho un gouverneur de province déclarait dépité : "La population qui fut exploitée et opprimée, sans pouvoir se plaindre, pendant des décennies par les Shahs, imagine aujourd'hui qu'elle peut tout obtenir tout de suite."<sup>6</sup>

En Algérie, c'est suite aux émeutes d'octobre 1988 que les islamistes se sont constitués comme une force politique avec laquelle compter. Mais lors de ces émeutes, ils étaient tout autant débordés que le pouvoir. N'étant pas à l'origine de cette fronde sociale, ils ont su rapidement s'adapter et en tirer partie. Rappelons nous par exemple ce témoignage : "Juché sur le capot avant d'une Golf bleue et blanche de la police, l'imam Ali Belhadj use de son éloquence pour faire entrer la jeunesse de Belcourt (quartier populaire à l'est d'Alger) dans son quartier, (...) Au cours de son prêche il s'est proposé pour rencontrer les autorités, discuter de la situation et demander au président Chadli de remplacer l'état de siège par la loi islamique."<sup>7</sup>

.....

La récente loi sur le voile et le battage médiatique fait autour d'elle, crée une vision en trompe l'oeil du rapport qu'entretient l'Etat avec la religion, et avec l'islam en particulier. La religion n'est ni un ennemi ni un concurrent pour l'Etat. En 1974, lorsque les premières mesures sont prises pour freiner l'immigration (aide au retour, regroupements familiaux) d'autres les accompagnent qui tendent à favoriser la pratique de la religion musulmane. Avec la mise en place du Conseil National des Musulmans de France en 2004, la république continue de traiter l'islam comme un moyen d'intégration, un garant de la paix sociale. L'Etat sait, à certains moments, anticiper des conflits sociaux et ainsi les désamorcer. Par exemple entre 1975 et 1980 une vague de grève des loyers parcourt les foyers SONACOTRA. La revendication d'un lieu de culte sera alors comme collée, rajoutée aux raisons des grèves (hausse de loyer, insalubrité etc.). Elle deviendra même un compromis acceptable lors de certaines négociations...

La main d'oeuvre dont le capital a eu besoin lors de sa période de croissance d'après-guerre a été logée à la périphérie des grandes villes. Le prolétariat

ainsi concentré est souvent composé d'immigrés, et l'échec de l'« utopie » urbanistique ne trompe plus personne dès le début des années 70. Concentrées dans les banlieues et les cités, la deuxième ou troisième génération de cette immigration (devenues françaises en grande partie) se trouve face aux contradictions du capitalisme moderne.

Le République est une et indivisible. La république française, au discours généreux, offre un moule identitaire et culturel auquel il faut se conformer, de force le cas échéant. Ce moule républicain n'est évidemment pas anodin, il est celui de la soumission, celui de l'ordre social. Qui de méritocratie forme ses élites, et forme quotidiennement de bons prolétaires dociles, prêts à travailler ou à chômer, à être bien productifs selon les nécessités fluctuantes du capital.

Le capitalisme de la fin du siècle dernier n'a plus rien à proposer aux masses prolétaires des cités. Ou plutôt les conditions de travail ne sont plus celles qu'ont connus leurs parents ; les règles du jeu ont changé. Il est plus profitable et nécessaire d'exploiter des clandestins et des sans-papiers, des intérimaires et des travailleurs illégaux, beaucoup moins chers et sans protection.

C'est pour toute une génération, qui a vu ses parents trimer à l'usine, le continuel face à face avec des murs. Pas de travail, pas d'argent, une vie sociale qui s'atrophie, étriquée dans le vase clos des villes nouvelles et des grands ensembles. Et l'Etat ne veut pas que les "sauvageons" sortent de leurs quartiers, les sanctions alourdies pour fraude dans les transports en commun en sont une illustration.

Pourtant on continuera d'assener "qu'il faut être un bon français, qu'il faut y croire et que la société te le rendra, que tes ancêtres sont les gaulois, qu'il faudra parler sans ton accent, que tu dois avoir honte de tes parents illettrés, etc."<sup>8</sup>

Le vieux mouvement ouvrier n'existe plus. Ses origines, partis et syndicats, ne sont plus que des bureaucraties administratives déconnectées de leur milieu d'origine. Ils ne peuvent plus jouer leur ancien rôle, celui qui consistait à encadrer, à organiser la classe ouvrière, à gérer la vie sociale, là où l'Etat ne pouvait le faire. Et ainsi contenir tout type de revendications.

La jeunesse des banlieues se retrouverait ainsi hors des rouages du contrôle étatique ou para-étatique. Mais un tel vide ne peut se pérenniser. Il n'y a plus d'activités politiques dans les cités, très peu d'associations, et quasiment toutes, à juste titre, discréditées. Aujourd'hui les courants islamistes sont tout désignés pour remplir le rôle autrefois alloué au Parti.<sup>9</sup> Que ce soit des associations prosélytes qui monnaient la paix sociale aux mairies, ou des groupes plus violents qui tente de détourner le souffle de la révolte vers une confrontation d'ambitions

6 : On peut se référer pour cette période particulière à *Une étincelle dans la nuit* de Serge Bricianer; *ab irato 2002* et à *Au delà de la nuit noire...* article de Nestor Pantruche paru dans *Macache n1* ([http://internet-down.org/analyses/iran\\_audela\\_rtf](http://internet-down.org/analyses/iran_audela_rtf)).

7 : Monde du 9-10 octobre 1988.

8 Illustrons ici notre propos avec cet extrait du rapport Benisti : "Seuls les parents, et en particulier la mère, ont un contact avec leurs enfants. Si ces derniers sont d'origine étrangère elles devront s'obliger à parler le Français dans leur foyer pour habituer les enfants à n'avoir que cette langue pour s'exprimer." rapport parlementaire sur la prévention de la délinquance, 2004 p.9. Il est vrai que: « Le bilinguisme est un avantage pour un enfant sauf lorsqu'il a des difficultés car alors ça devient une complication supplémentaire. » idem page 17

9 « Il faut banaliser l'islam. Le religieux, ce n'est pas le mal. Il ne rend pas la République impure. Permettez une comparaison : le Parti communiste français était révolutionnaire, et pourtant il participait aux élections, ce qui contribuait à stabiliser la démocratie. C'est la même chose avec l'UOIF et le CFCM. Intégré à la République, le religieux participe à sa stabilité ». Nicolas Sarkozy entretien publié dans l'Express du 01 11 2004

équivalentes, Etat républicain face à la Charria. Ainsi à Vaulx-en-Velin, Farhad Khosrokhavar notait que "le cas de Vaulx-en-Velin est symptomatique. Dans cette ville, les associations laïques des années 80 (issues des émeutes des Minguettes à Vénissieux en 1981) sont sur la défensive et ce sont les associations islamistes qui ont le vent en poupe. La mairie ne les privilégie pas par philanthropie mais par conviction qu'elles peuvent préserver la paix sociale et prévenir les troubles urbains d'envergure dans la ville. En contrepartie de subventions, à Meyzieu, à Bron et à Vénissieux, règne une paix relative dans laquelle ces associations jouent un rôle actif, la police pouvant sillonner les quartiers sans déclencher des réactions violentes de la part des jeunes." <sup>10</sup>. Les groupes islamistes plus radicaux opèrent dans le même registre que les associations laïques ou musulmanes; des tampons sociaux qui le cas échéant permettent de sauver l'intégrité de l'Etat républicain.

Aller vers une association musulmane ou à la mosquée permet de trouver une sociabilité qui n'existe pas en dehors, et comme ils le disent, "Notre fraternité est réelle et leur citoyenneté est fausse". A juste titre, la citoyenneté est fausse, c'est une communauté idéologique et mythifiée, qui répond à un besoin d'efficacité aussi bien pour l'Etat que pour le capital. La communauté religieuse, qui peut paraître un temps plus concrète, n'en reste pas moins tout autant une abstraction. Outre le rôle historique que les religions ont pris dans l'exploitation et l'humiliation des hommes et des femmes, ce type de communauté oublie ou nie les contradictions réelles des sociétés modernes.

.....

Face au désir de vivre et au programme d'ennui que propose ce monde, les jeunes prolétaires sont allés de désillusions en désillusions, nourrissant une révolte sous-jacente, haine et défiance face au "système". Cette révolte traversée de contradictions, comme par exemple, de vouloir absolument réussir, là, où c'est les fondements même de l'organisation sociale qui ont laminé la plupart des protagonistes, n'a eu que peu de forme d'expression. Il y a bien eu la marche des "beurs" <sup>11</sup>, des explosions plus ou moins violentes du raz le bol durant les décennies 80 et 90; mais

rien qui permette à cette révolte de prendre conscience d'elle-même et de poser ses propres perspectives.

La critique anti-religieuse héritée des "Lumières" ne nous est plus d'aucun recours. L'idée de Dieu a été submergée par une abstraction plus puissante, plus générale : la valeur. En retour, le succès du religieux dépend immédiatement de son utilité pratique. Même si dans les décombres des anciennes religions se constitue encore de fausses communautés humaines, Dieu est mort.

On voit se dessiner une ligne de fracture au sein de la société. D'une part une forme individualiste bornée qui prend acte des conditions existantes et cherche à s'en accommoder. De l'autre, la constitution de communautés illusoires religieuses, citoyennes, ou religieuses-citoyennes. Dans le premier cas le désir humain reconnaît entièrement son objet dans la forme marchande et oublie le procès qui a constitué cette forme : la société. Dans l'autre la communauté illusoire se constitue par rejet des conditions existantes, mais sans les critiquer fondamentalement.

.....

Un spectre plane en France. Il est sur toute les lèvres, chacun en a peur, chacun le cherche, le traque, s'en défend. C'est le communautarisme. Pourtant nous nous affirmons faire partie d'une communauté. Une communauté que nous cherchons à définir, à affermir, à rendre offensive. Notre communauté c'est le prolétariat. Son intégration dans le jeu politique traditionnel fut un enjeu majeur du XXème siècle. Quand le prolétariat était vu comme une classe dangereuse, bien qu'indispensable. Dont il fallait se méfier, qu'il fallait réprimer chaque jour. Mais pour la rendre inoffensive, pour qu'elle ne puisse plus menacer le capital il a été bien plus efficace de l'intégrer. Syndicat, école, grande guerre accomplirent cette tâche. Bien que cette intégration ait trop bien réussi, les conflits d'intérêts, le peu de choix et le peu de vie qu'induit le capital tend nécessairement à d'autres cycles de révolte.

10 : Farhad Khosrokhavar, *l'islam des jeunes*, Flammarion.

11 : Marche pour l'égalité des Droits effectuée en 1983 dans toute la France, médiatiquement nommée Marche des beurs.

Akbar et Jeff